



**14 Novembre 2012**

**Les salarié-es agissent ensemble  
dans toute l'Europe !**

***Nous n'avons pas à payer leur crise !***

*L'état actuel du système capitaliste, ce qu'on appelle « la crise », conduit l'immense majorité de la population vers toujours plus de pauvreté, de précarité, d'exploitation. C'est paradoxal, car les richesses produites ne cessent d'augmenter ; mais elles sont réparties de façon de plus en plus inégalitaire.*

La « crise » marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. **Des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.**

Partout dans le monde, et notamment en Europe, patrons et gouvernements continuent à s'attaquer aux droits sociaux des salarié-es, notamment en matière de protection sociale et de droit du travail. Le chômage augmente, précarité et flexibilité se généralisent, les services publics disparaissent, la pauvreté s'accroît.

Les institutions capitalistes internationales (Banque Centrale Européenne, Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Commission Européenne, etc.) jouent leur rôle au service des plus riches, pillant sans vergogne la population. Selon les pays, les gouvernements anticipent activement cette **politique du profit pour une minorité, de l'austérité pour les travailleurs et les travailleuses**, ou accompagnent cette politique.

C'est le cas en France où, reprenant le rapport Gallois, le gouvernement vient d'annoncer les mesures de relance de l'activité économique.

Ce « pacte de compétitivité », déclinaison française de la politique européenne, est une capitulation du gouvernement devant le patronat et l'idéologie libérale. Il reprend tous les discours patronaux sur le soi-disant coût du travail qui serait, avec les cotisations sociales, la cause de la désindustrialisation et du chômage.

Il prévoit la baisse des dépenses publiques et utilise l'arme de la TVA.

Ce n'est pas un hasard si L. Parisot (MEDEF) se félicite des choix gouvernementaux !

Le gouvernement prépare aussi pour 2013 une réforme du financement de la Protection Sociale. Quand on voit le positionnement de ce gouvernement, on ne peut être qu'inquiet pour notre protection sociale solidaire. Avec de telles décisions, soyons certains que la cure d'austérité déjà engagée depuis des années va s'accroître.

Il est grand temps que les salariés et plus largement les peuples réagissent partout en Europe !

C'est dans ce cadre que le 14/11/2012, la Confédération Européenne des Syndicats appelle à une journée d'action et de solidarité contre l'austérité, sous formes de grèves, de manifestations, de rassemblements.

La Fédération SUD Protection Sociale Solidaires s'inscrit dans cette initiative car nous avons besoin d'**agir ensemble partout en Europe pour mieux défendre nos revendications, résister à la casse sociale, imposer d'autres choix et une autre redistribution des richesses !**

Les organisations membres du réseau européen des syndicats alternatifs et de base (l'Union syndicale Solidaires mais aussi la CGT et la Confederacion Intersindical en Espagne, CUB et USI en Italie, le réseau TIE en Allemagne, SUD en Suisse, etc.) soutiennent les grèves et manifestations du 14 novembre. Une journée de grève nationale interprofessionnelle est décidée au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Chypre, à Malte.

**L'Union Fédérale Sud Protection Sociale  
appelle l'ensemble des salariés à manifester  
le 14 novembre 2012**